

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31679]

**29 OCTOBRE 2020. — Décret modifiant la loi du 12 février 2008
instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI »).

Art. 2. À l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE, modifié par le décret du 12 juillet 2017, le j) est remplacé comme suit :

« j) « autorité compétente » : autorité ou instance qui reçoit sa compétence d'une loi ou d'un décret ou d'une réglementation prise en vertu d'une loi ou d'un décret en vue d'exercer une activité de contrôle ou de réglementation de l'accès ou de l'exercice d'une profession ».

Art. 3. Dans le titre I^{er}/1, chapitre 2, de la même loi, inséré par le décret du 12 juillet 2017, il est inséré un article 5/5/1, rédigé comme suit :

« Article 5/5/1. § 1^{er}. Le présent article s'applique aux cas où l'autorité compétente reçoit de l'autorité compétente de l'État membre d'origine du titulaire de la qualification professionnelle, une demande de carte professionnelle aux fins d'établissement ou aux fins de l'exercice en Région wallonne d'une activité de prestations de service à titre occasionnel ou temporaire qui a des implications en matière de santé ou de sécurité publiques sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Dans les cas visés aux articles 18, 21/1 et 21/2, l'autorité compétente décide ou non de délivrer la carte professionnelle dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande transmise par l'autorité compétente de l'État membre d'origine.

§ 3. Lorsqu'une demande de carte professionnelle vise la prestation temporaire et occasionnelle d'une activité ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques visée à l'article 9 ou pouvant faire l'objet de mesures de compensations conformément à l'article 9, § 4, ou à l'article 16 en vue de l'établissement, l'autorité compétente décide de délivrer ou non la carte professionnelle ou de soumettre le demandeur à des mesures de compensation, dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande transmise par l'autorité compétente de l'État membre d'origine.

§ 4. L'autorité compétente peut décider de prolonger de deux semaines le délai visé aux §§ 2 et 3. Cette décision est motivée. Elle est communiquée au demandeur. L'autorité compétente peut renouveler une fois cette première prolongation d'un délai complémentaire de deux semaines si ce renouvellement est strictement nécessaire, en particulier pour des raisons de santé publique ou de sécurité des bénéficiaires des services.

§ 5. En cas de doute dûment justifié, l'autorité compétente peut demander à l'État membre d'origine de fournir des informations supplémentaires ou d'inclure une copie certifiée conforme d'un document.

En cas de demandes ultérieures du même demandeur, l'autorité compétente ne peut plus exiger du demandeur qu'il fournisse une nouvelle fois des documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables.

La demande d'informations complémentaires ou de copie certifiée conforme de document ne prolonge pas le délai endéans lequel l'autorité compétente doit rendre sa décision conformément aux §§ 2 ou 3. La non-communication des informations par l'autorité compétente de l'État membre d'origine dans les délais requis de deux semaines ou par le demandeur peut toutefois aboutir à une décision de refus.

§ 6. Si l'autorité compétente ne prend pas de décision dans les délais prévus aux §§ 2 et 3 ou n'organise pas d'épreuve d'aptitude comme prévu à l'article 9, la carte professionnelle européenne est considérée comme automatiquement délivrée et est envoyée automatiquement via l'IMI au titulaire d'une qualification professionnelle.

Aux fins d'établissement, la délivrance d'une carte professionnelle européenne ne confère pas un droit automatique à l'exercice d'une profession donnée si des exigences en matière d'enregistrement ou d'autres procédures de contrôle sont déjà en place en Région wallonne avant l'introduction d'une carte professionnelle européenne pour cette profession.

Les mesures prises par l'État membre d'origine en matière de carte professionnelle européenne remplacent toute demande de reconnaissance des qualifications professionnelles. ».

Art. 4. Dans le même chapitre, il est inséré un article 5/5/2, rédigé comme suit :

« Art. 5/5/2. La carte professionnelle européenne remplace la déclaration demandée le cas échéant sur la base de l'article 9. Aucune nouvelle déclaration ne peut être demandée par une autorité compétente dans les 18 mois suivant sa délivrance. ».

Art. 5. À l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 12 juillet 2017, les mots « , et dans la mesure où elle n'excède pas ce qui est nécessaire à cette fin » sont insérés après les mots « manque de qualification professionnelle ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 octobre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 276 (2020-2021) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 octobre 2020.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/31679]

29. OKTOBER 2020 — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 2008 zur Einführung eines neuen allgemeinen Rahmens für die Anerkennung von EG-Berufsqualifikationen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2013/55/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. November 2013 zur Änderung der Richtlinie 2005/36/EG über die Anerkennung von Berufsqualifikationen und der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 über die Verwaltungszusammenarbeit mit Hilfe des Binnenmarkt-Informationssystems ("IMI-Verordnung") umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 12. Februar 2008 zur Einführung eines neuen allgemeinen Rahmens für die Anerkennung von EG-Berufsqualifikationen, abgeändert durch das Dekret vom 12. Juli 2017, wird Punkt j) wie folgt ergänzt:

"j) "zuständige Behörde": Behörde, deren Zuständigkeit auf einem Gesetz oder auf einem Dekret oder auf Vorschriften beruht, die zum Zweck der Ausübung einer Tätigkeit der Kontrolle oder Regulierung des Zugangs zu einem Beruf oder dessen Ausübung aufgrund eines Gesetzes oder eines Dekrets erlassen werden".

Art. 3 - In Titel I/1, Kapitel 2 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 12. Juli 2017, wird ein Artikel 5/5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Artikel 5/5/1 - §1. Dieser Artikel gilt für die Fälle, in denen die zuständige Behörde von der zuständigen Behörde des Herkunftsmitgliedstaats des Inhabers des Berufsqualifikationsnachweises einen Antrag auf Ausstellung eines Berufsausweises zum Zwecke der Niederlassung oder zur Ausübung einer gelegentlichen oder vorübergehenden Dienstleistungstätigkeit in der Wallonischen Region erhält, die Auswirkungen auf die öffentliche Gesundheit oder Sicherheit im Gebiet der Wallonischen Region hat.

§ 2. In den in den Artikeln 18, 21/1 und 21/2 genannten Fällen entscheidet die zuständige Behörde innerhalb eines Monats nach Eingang des von der zuständigen Behörde des Herkunftsmitgliedstaats übermittelten Antrags über die Ausstellung des Berufsausweises.

§ 3. Betrifft ein Antrag auf Erteilung eines Berufsausweises die vorübergehende und gelegentliche Ausübung einer Tätigkeit, die Auswirkungen auf die öffentliche Gesundheit oder Sicherheit im Sinne des Artikels 9 hat oder die im Hinblick auf die Niederlassung Ausgleichsmaßnahmen nach Artikel 9 § 4 oder Artikel 16 unterworfen werden kann, so entscheidet die zuständige Behörde innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des von der zuständigen Behörde des Herkunftsmitgliedstaats übermittelten Antrags, ob der Berufsausweis erteilt wird oder ob der Antragsteller Ausgleichsmaßnahmen unterworfen wird.

§ 4. Die zuständige Behörde kann beschließen, die in den §§ 2 und 3 genannten Fristen um zwei Wochen zu verlängern. Dieser Beschluss muss mit Gründen versehen sein. Er wird dem Antragsteller übermittelt. Die zuständige Behörde kann diese erste Verlängerung um eine zusätzliche Frist von zwei Wochen einmal und nur dann wiederholen, wenn dies unbedingt notwendig ist, insbesondere aus Gründen im Zusammenhang mit der öffentlichen Gesundheit oder der Sicherheit der Dienstleistungsempfänger.

§ 5. Im Fall hinreichend begründeter Zweifel kann die zuständige Behörde von dem Herkunftsmitgliedstaat weitere Auskünfte bzw. eine beglaubigte Kopie eines Dokuments verlangen.

Stellt derselbe Antragsteller mehrere Anträge nacheinander, so darf die zuständige Behörde nicht vom Antragsteller die Wiedereinreichung von Dokumenten verlangen, die bereits in der IMI-Datei enthalten und nach wie vor gültig sind.

Das Ersuchen um zusätzliche Auskünfte oder um eine beglaubigte Abschrift eines Dokuments verlängert nicht die Frist, innerhalb der die zuständige Behörde nach den §§ 2 oder 3 zu entscheiden hat. Werden die Informationen von der zuständigen Behörde des Herkunftsmitgliedstaates nicht innerhalb der vorgeschriebenen zweiwöchigen Frist oder vom Antragsteller übermittelt, kann dies jedoch zu einer Ablehnungsentscheidung führen.

§ 6. Trifft die zuständige Behörde keine Entscheidung binnen der in den §§ 2 und 3 festgelegten Fristen oder führt sie keinen Eignungstest gemäß Artikel 9 durch, so gilt der Europäische Berufsausweis als automatisch ausgestellt, und er wird automatisch über das IMI dem Inhaber einer Berufsqualifikation übermittelt.

Für die Zwecke der Niederlassung begründet die Ausstellung eines Europäischen Berufsausweises kein automatisches Recht zur Ausübung eines bestimmten Berufs, wenn es in der Wallonischen Region bereits vor Einführung des Europäischen Berufsausweises für diesen Beruf Registrierungsanforderungen oder andere Kontrollverfahren gibt.

Die vom Herkunftsmitgliedstaat ergriffenen Maßnahmen im Bereich des Berufsausweises ersetzen jeden Antrag auf Anerkennung von Berufsqualifikationen. ».

Art. 4 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 5/5/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

“ Art. 5/5/2. Der europäische Berufsausweis ersetzt die ggf. aufgrund von Artikel 9 beantragte Meldung. Keine weitere Meldung darf von einer zuständigen Behörde während der folgenden 18 Monate nach seiner Erteilung verlangt werden. ».

Art. 5 - In Artikel 9 § 4, Absatz 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 12. Juli 2017, werden die Wörter “, und sofern die Nachprüfung nicht über das für diesen Zweck erforderliche Maß hinausgeht” nach den Wörtern “aufgrund einer mangelnden Berufsqualifikation des Dienstleisters zu verhindern” eingefügt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. Oktober 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 276 (2020-2021) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Oktober 2020.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31679]

29 OKTOBER 2020. — Decreet tot wijziging van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt (“IMI-verordening”) wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. In artikel 2, 1§, van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2017, wordt j) vervangen als volgt:

“ j) “bevoegde autoriteit”: autoriteit of instantie die haar bevoegdheid ontleent aan een wet of decreet of reglementering genomen krachtens een wet of decreet met het oog op het uitoefenen van een controle- of reglementeringsactiviteit van de toegang tot of de uitoefening van een beroep”.

Art. 3. In titel I/1, hoofdstuk 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2017, wordt een artikel 5/5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 5/5/1. §1. Dit artikel is van toepassing wanneer de bevoegde autoriteit van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong van de houder van de beroepskwalificatie een aanvraag voor een beroepskaart ontvangt voor vestiging of voor uitoefening in het Waalse Gewest van tijdelijke of incidentele verrichting van diensten met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. In de gevallen bedoeld in de artikelen 18, 21/1 en 21/2 besluit de bevoegde autoriteit binnen een maand na ontvangst van het door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong ingediende verzoek of zij de beroepskaart al dan niet aflevert.

§ 3. Wanneer een aanvraag voor een beroepskaart betrekking heeft op de tijdelijke of incidentele verrichting van een activiteit met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid als bedoeld in artikel 9 of waarvoor compenserende maatregelen opgelegd kunnen worden overeenkomstig artikel 9, § 4, of in artikel 16 met het oog op de vestiging, beslist de bevoegde autoriteit binnen twee maanden na ontvangst van de door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong ingediende verzoek of ze de beroepskaart al dan niet aflevert of ze beslist of de aanvrager compenserende maatregelen opgelegd krijgt.

§ 4. De bevoegde autoriteit kan besluiten de in §§ 2 en 3 bedoelde termijn met twee weken te verlengen. Die beslissing wordt met redenen omkleed. Ze wordt aan de aanvrager meegedeeld. De bevoegde autoriteit kan die eerste verlenging éénmaal met twee weken verlengen als die verlenging strikt noodzakelijk is, met name om redenen van volksgezondheid of veiligheid van de begunstigden van de diensten.

§ 5. In geval van gegronde twijfel kan de bevoegde autoriteit de lidstaat van oorsprong om aanvullende informatie dan wel om het meesturen van een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van een document verzoeken.

Wanneer eenzelfde aanvrager nadien andere aanvragen doet, mag de bevoegde autoriteit niet opnieuw eisen documenten voor te leggen die al in het IMI-bestand zijn opgenomen en nog steeds geldig zijn.

Het verzoek om aanvullende informatie of om een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van een document mag de termijn waarbinnen de bevoegde autoriteit overeenkomstig §§ 2 of 3 een besluit moet nemen, niet verlengen. De niet-mededeling van de informatie door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong binnen de vereiste termijn van twee weken of door de aanvrager kan echter leiden tot een beslissing tot weigering.

§ 6. Wanneer de bevoegde autoriteit geen beslissing neemt binnen de in §§ 2 en 3 bedoelde termijnen of er niet in slaagt als bedoeld in artikel 9 een proeve van bekwaamheid te organiseren, wordt de Europese beroepskaart geacht automatisch te zijn afgegeven en wordt zij via het IMI automatisch toegezonden aan de houder van een beroepskwalificatie.

Met het oog op vestiging verleent de afgifte van een Europese beroepskaart niet automatisch een recht op de uitoefening van een bepaald beroep als er in het Waalse Gewest al vereisten inzake registratie of andere controleprocedures bestaan vóór de invoering van een Europese beroepskaart voor dat beroep.

De door de lidstaat van oorsprong getroffen maatregelen met betrekking tot de Europese beroepskaart vervangen elke aanvraag tot erkenning van beroepskwalificaties.”.

Art. 4. Hetzelfde hoofdstuk wordt aangevuld met een artikel 5/5/2, luidend als volgt:

“Art. 5/5/2. De Europese beroepskaart vervangt de verklaring die in voorkomend geval op grond van artikel 9 gevraagd is. Een bevoegde autoriteit mag binnen 18 maanden na afgifte ervan geen nieuwe verklaring vragen.”.

Art. 5. In artikel 9, § 4, lid 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2017, worden de woorden “, en voor zover het niet verder gaat dan wat nodig is voor dat doeleinde” ingevoegd na de woorden “dienstverrichter te voorkomen”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 oktober 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waalse Parlement 276 (2020-2021) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 28 oktober 2020.

Bespreking.

Stemming.